

Les avertissements de l'histoire

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **34 (1942)**

Heft 9

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384330>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

privilège et envisager ouvertement les possibilités nouvelles, les étudier sérieusement, en un mot ne rien négliger.

Quelle que soit la manière d'aborder les problèmes, l'ampleur des résultats pouvant être atteints par tel ou tel système, est déterminée en premier lieu par la discipline et le sentiment de responsabilité de chaque citoyen. Ce sont là les antidotes les plus efficaces contre le marché noir, l'appât du gain et l'accaparement.

Les avertissements de l'histoire.

Par *Observer*.

La hausse croissante des prix, de ceux des denrées alimentaires notamment, incite la presse suisse à mettre en garde contre le danger d'inflation. D'autre part, il est absolument naturel que les milieux particulièrement frappés par le renchérissement, les ouvriers, les employés, les fonctionnaires, demandent une adaptation raisonnable de leur revenu. Pourtant, ce serait une grave erreur de croire qu'il soit possible de s'assurer de cette manière une compensation suffisante pour quelque temps. En effet, après un certain délai, toutes les augmentations de salaire, quelles qu'elles soient, déclenchent automatiquement de nouvelles hausses de prix. Si nous voulons éviter que cette course de vitesse que se livrent les prix et les salaires n'aboutisse à une inflation qui ébranlera de la manière la plus grave les conditions d'existence des travailleurs, nous devons rechercher *d'autres moyens* pour répartir équitablement, selon les possibilités de chacun, les charges supplémentaires résultant du renchérissement et les restrictions déterminées par la pénurie des marchandises. Il faut étudier sans tarder jusqu'à quel point des mesures fiscales et d'économie dirigée peuvent le permettre. Mais, pour aujourd'hui, nous nous contenterons d'évoquer les conséquences désastreuses, tant économiques que politiques que le manque de prévision et d'énergie a entraînées pour les masses travailleuses, pour des peuples entiers, plus encore, pour des continents.

Parmi les peuples durement éprouvés par les ravages de l'inflation consécutive à la première guerre mondiale, mentionnons la Russie, l'Autriche, l'Italie, la France et surtout l'Allemagne. Tant que le conflit a duré, le gouvernement impérial ne s'est guère soucié de couvrir au fur et à mesure les dépenses de guerre; la perspective des charges énormes de l'après-guerre ne semble pas l'avoir inquiété davantage. On s'est contenté de la frivole assurance que « le vaincu paiera ». (On sait combien cette formule a réussi à la France!) L'Allemagne ayant été vaincue, tant d'imprévoyance devait aboutir à une catastrophe politique et économique sans exemple. Guillaume II et Ludendorff durent prendre le chemin de

l'exil, la République fut proclamée et les socialistes, le centre et les démocrates bourgeois prirent en main les rênes d'un gouvernement de « démocratie sociale ». Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que quatre ans de guerre et d'hémorragie de substance avaient entièrement dévasté l'économie allemande, si prospère encore en juillet 1914. Les finances du Reich, des Etats et des communes étaient dans une situation chaotique. Les chemins de fer, leurs installations et le matériel roulant avaient atteint un degré inouï d'usure; les réserves de l'industrie et de l'agriculture étaient épuisées. En rentrant dans leurs foyers, 4 millions de soldats n'avaient trouvé pour toute récompense que le chômage. Aucun plan de transition entre l'économie de guerre et l'économie de paix n'avait été prévu. Les socialistes eux-mêmes mettaient en garde contre « la socialisation de la banqueroute ». L'endettement atteignait des chiffres astronomiques. Au moment de l'entrée en guerre, la dette de l'Allemagne ne dépassait pas 5 milliards de marks. Le 31 mars 1918 — six mois avant la fin des hostilités — elle avait passé à 105 milliards de marks et à 156 milliards un an plus tard. En septembre 1918 il y avait déjà 23 milliards de papier-monnaie en circulation, soit 300 marks par tête d'habitant contre 30 marks seulement en 1913. Le Reich se trouvait donc en pleine inflation un mois avant la « Révolution » d'octobre. Les énormes hausses de prix enregistrées pendant les années de guerre déclenchèrent sous la République une vague irrésistible d'augmentations de salaire et d'allocations de renchérissement, qui provoqua à son tour une ascension vertigineuse des prix et du déficit du Reich et des Etats. Le volume du papier-monnaie en circulation enfla comme un fleuve en période de crue. Au début de juillet 1919, il atteignait déjà 41 milliards de marks.

Les augmentations de salaires qui se succédaient demeurèrent impuissantes à compenser au fur et à mesure la dévalorisation rapide de l'argent et le renchérissement qui s'aggravait de jour en jour (et même d'heure en heure vers la fin de l'inflation). La misère des masses populaires devenait chaque jour plus tragique. En revanche, nombre de gros employeurs et commerçants, la bourse et, d'une manière plus éhontée encore, les mercantis de toutes sortes, réalisaient des gains énormes. Le luxe et le gaspillage des profiteurs de la guerre et de l'inflation formaient un poignant contraste avec les souffrances et les privations des ouvriers, des employés, des fonctionnaires des services publics. Dans un exposé sur l'évolution au cours de la première année de la République, paru en octobre 1919, nous lisons: « Il suffit d'envisager la situation en face, sans préjugé de classe, pour reconnaître que l'amère rancune qui anime les ouvriers et le « prolétariat en faux col », les fonctionnaires, les employés de commerce, les techniciens, les ingénieurs, etc., est justifiée. Aujourd'hui encore, ils ne connaissent que misère. Bien que la durée du travail ait été réduite et le salaire nominal augmenté considérablement, le pouvoir d'achat de

l'argent est devenu si ridiculement bas que des millions de salariés souffrent de la faim, dans la pleine acception du terme. Et la colère qui gronde est encore exacerbée par les provocations des profiteurs de la guerre et de la révolution. Tous les cabarets sont bondés. Les bars et les clubs de jeux prolifèrent comme des champignons. Les bijoutiers, dont les devantures n'ont jamais nargué plus cruellement les pauvres diables, vendent comme des petits pains les broches, les colliers, les brillants... La bonne société et le demi-monde abordent des manteaux de fourrure qui représentent des fortunes, les femmes ont des chaussures coûtant le salaire d'un mois d'un ouvrier; on achète dans les magasins, sous les regards haineux des pauvres, les « délicatesses » les plus coûteuses. Et l'on s'étonne que le spartakisme et le bolchévisme se développent, que les grèves se succèdent sans interruption; on s'étonne de la fermentation des masses travailleuses... »

Comment de telles circonstances étaient-elles possibles un an après la Révolution d'octobre? Nous répondrons qu'elles étaient dues à la division de la classe ouvrière allemande, aux luttes fratricides que se livraient les travailleurs; cette division et ces luttes, dont la forme était déjà dans la politique suivie pendant la guerre, ont encore été aggravées par les conflits de doctrine de l'après-guerre. Seul un programme politique et économique simple, immédiatement réalisable, aurait permis de réaliser l'union. Mais cette unité de vues n'a pas été possible, d'une part parce que les socialistes de droite voulaient à tout prix un compromis avec la bourgeoisie, de l'autre parce que l'extrême gauche croyait devoir imiter absolument le bolchévisme russe. La collaboration avec la bourgeoisie eut pour conséquence de mettre la politique et l'économie dans un état de dépendance désastreux à l'égard des grands profiteurs capitalistes à la Stinnes engendrés par la guerre. On ne fit même pas une tentative de stabiliser la monnaie, pour la simple raison que sa dévalorisation rapide offrait au grand patronat des chances inespérées de s'enrichir au détriment des masses populaires et de l'étranger. De leur côté, les capitalistes des Etats vainqueurs étaient si aveuglés que, pendant des années, ils favorisèrent encore sans le vouloir la politique d'inflation du grand patronat allemand, bien qu'elle constituât le moyen le plus raffiné, non seulement de saboter les réparations, mais encore de se livrer efficacement à la concurrence la plus déloyale contre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France. Il est évident que les naïfs républicains allemands comprirent encore moins ce que les roués capitalistes des Etats vainqueurs eux-mêmes n'avaient pas saisi. Le ministre des finances, Erzberger, croyait en toute bonne foi que l'inflation n'était qu'un moyen douloureux mais nécessaire pour rétablir l'équilibre entre les fortunes. En effet, elle réduisait en fumée l'endettement « colossal » du Reich et les millions de la grande bourgeoisie. En fait, elle liquéfia la fortune et l'épargne des souscripteurs d'emprunts, des petits épargnants et des assurés,

parmi lesquels il y avait d'innombrables petites gens; en revanche, elle permit aux détenteurs de « valeurs sûres », avant tout aux grands industriels, de s'enrichir d'une manière immorale. Le plus connu d'entre eux, Stinnes, porta en peu de temps sa fortune de 30 à 600 millions de marks. Il accrut sa puissance de telle sorte, pendant les quelques années que dura l'inflation, qu'il tenta même de transformer les chemins de fer de l'Etat (Reichsbahn) — dont le réseau prussien, à lui seul, avait permis de réaliser un excédent d'exploitation de 11,702 millions de marks-or de 1880 à 1909 — en une entreprise privée dont il comptait s'assurer la part du lion.

Bien que le rendement des chemins de fer allemands, malgré des tarifs-voyageurs et marchandises peu élevés, ait été des plus brillants, la guerre leur avait fait subir une énorme perte de substance et les avait acculés à une situation déplorable. Le matériel roulant et l'infrastructure étaient dans un état de délabrement inouï. La remise en état du réseau exigea d'innombrables milliards; en 1921 déjà, ensuite de l'inflation, les prix des rails, des locomotives, des wagons, du charbon, etc., étaient de vingt à trente fois plus élevés qu'en 1913. Le prix du fer en barres avait passé de 98 marks la tonne en 1913 à 3000 marks en 1921. Par contre, l'augmentation des traitements et salaires du personnel de la Reichsbahn étaient demeurés, c'est évident, bien en deçà de celle du matériel livré par les entreprises privées. En 1921, les traitements des fonctionnaires n'étaient supérieurs que de sept fois et ceux des ouvriers que de dix fois à ceux d'avant-guerre. Les bénéfices scandaleux réalisés par l'industrie allemande sont dus à l'écart immense qu'elle a toujours su maintenir entre les prix de vente et les salaires. A une époque où les prix et la masse de papier-monnaie enflaient chaque jour, les adaptations de salaire devenaient illusoire à peine consenties. En 1913, le traitement moyen d'un fonctionnaire des chemins de fer du réseau prussien s'inscrivait à 2352 marks; il était de 17,155 marks en 1921. Bien qu'il ait augmenté de sept fois, son pouvoir d'achat était inférieur à celui d'avant-guerre. Une simple comparaison entre les prix des principales denrées alimentaires le confirme:

Prix payés à Berlin		Au début
En 1913		de novembre 1921
La livre de pain	12½ Pfg.	191 Pfg.
La livre de pommes de terre	3 »	90 »
Le litre de lait	20 »	500 »
La livre de beurre	130 »	4000 »

En conséquence, le fonctionnaire des chemins de fer pouvait acheter:

pour un salaire journalier de	
6.45 mk. (1913)	47 mk. (1921)
51,5 livres de pain, ou	30 livres de pain à peine, ou
215 livres de pommes de terre, ou	52 livres de pommes de terre, ou
32 litres de lait, ou	9,5 litres de lait, ou
5 livres de beurre	1 livre et 80 gr. de beurre.

Tandis que l'inflation réduisait progressivement de la moitié, puis des deux tiers, puis des quatre cinquièmes, le revenu réel des ouvriers, employés, fonctionnaires, pensionnés, petits rentiers, le grand patronat appelé à restaurer au compte des pouvoirs publics du Reich, des Etats et des communes, l'appareil de production (donc sans avoir à se soucier du pouvoir d'achat des masses populaires), faisait des affaires d'autant plus brillantes que l'adaptation des salaires était plus illusoire. En outre, jamais les entreprises n'eurent à payer aussi peu d'impôts qu'au cours des quatre années d'inflation 1919 à 1923. Et pourtant, l'Etat n'avait pas laissé de fonder les plus grands espoirs sur les bénéfices de guerre, sur un prélèvement extraordinaire sur la fortune, de même que sur l'impôt sur l'accroissement de la fortune des fournisseurs de l'armée, dont Erzberger attendait 12 milliards. Le Sacrifice national de crise (Reichnotopfer), dont le ministre des finances espérait 45 milliards dans l'espace de 30 ans et qu'il estimait être un pas vers la « socialisation » fut purement et simplement qualifié par les employeurs de confiscation de la propriété. Mais l'inflation eut tôt fait de réduire à néant ces projets fiscaux. Un an plus tard, le Dr Raschig, industriel et député, pouvait déclarer au congrès du parti démocratique: « Le Sacrifice national de crise eût exigé un prélèvement de 20 pour cent sur l'ensemble de la propriété. Cette dernière, au moment où toutes les valeurs sont enflées, peut être estimée entre 1000 et 1500 milliards de marks. Mais le rendement du Sacrifice national de crise n'est pas supérieur aux estimations, et nous pouvons nous estimer heureux si nous arrivons à 60 milliards, ce qui correspond à un sacrifice de 6 pour cent environ de la propriété dans son ensemble. » En réalité, cet impôt rapporta encore infiniment moins. Cet exemple symbolise le sort de toutes les mesures fiscales qui ont frappé le capital pendant la période d'inflation.

Et pourtant, dès la fin de 1918, une « commission pour la socialisation » avait été instituée. En février 1919, à une grande majorité, elle s'était prononcée pour « une expropriation radicale, aussi bien du capital privé que de celui investi par l'Etat dans l'industrie minière. » Mais la « Communauté de travail allemande pour l'industrie du charbon » constituée à la suite de cette décision ne tarda pas à tomber sous la coupe des grandes sociétés minières. Il en alla de même des « Communautés de travail mixtes » instituées pour la potasse, l'électricité, le fer et l'acier. Un expert, ancien directeur général d'un grand trust industriel, reconnut loyalement que ni les travailleurs, ni l'économie nationale considérée dans son ensemble ne pouvaient retirer le moindre avantage de cette pseudo « économie collective » et qu'elle ne faisait tout au plus que provoquer d'énormes hausses de prix permettant aux employeurs et aux capitalistes de réaliser des bénéfices fantastiques. Il ajoutait que, sans même étudier attentivement la question du prix de revient, les organes consultatifs et exécutifs se prononçaient tou-

jours « en faveur d'augmentations que rien ne justifiait ». Même des économistes bourgeois de renom, tels que Steinemann-Bucher et Adolf Wagner, attirèrent l'attention sur le danger de ces méthodes de gestion. A leur avis, les directeurs des entreprises, parfaitement au courant des problèmes et jonglant avec les chiffres, pouvaient mener comme ils l'entendaient les représentants des ouvriers et des autorités et les pousser à prendre des décisions désastreuses. La grosse industrie étant parvenue à imposer des prix exorbitants pour le charbon, le fer et l'acier — déterminant ainsi un renchérissement démesuré dans toutes les autres branches de l'activité nationale, notamment dans le bâtiment comme aussi dans l'agriculture — les magnats de l'industrie acquirent une puissance illimitée. C'est à ce moment qu'ils commencèrent à acheter des journaux et à financer les partis réactionnaires, en d'autres termes, qu'ils inaugurèrent la politique qui devait aboutir à la chute de la République, à l'avènement du national-socialisme et à la seconde guerre mondiale.

En avril 1920, les prix du charbon étaient déjà supérieurs de 15 fois à ceux d'avant-guerre. Leur renchérissement déclencha celui du fer, de l'acier, des machines, du ciment, des matériaux de construction, etc. Dans de nombreux cas, ces augmentations furent même supérieures à celle du charbon. Naturellement, ce mouvement de vis sans fin ouvrit toutes les écluses de l'inflation. Comme nous l'avons dit, l'écart que l'industrie sut toujours mettre entre l'augmentation de ses produits et les adaptations de salaires lui permit de réaliser les gains que nous venons de dénoncer. Les victimes étaient toujours les mêmes: les ouvriers, les employés, les fonctionnaires, les petits rentiers et épargnants. Les gens raisonnables tentèrent, en vain, de freiner ce désastre. Balrutsch, le secrétaire de l'Union des syndicats chrétiens-sociaux déclara, en avril 1920: « Nous courons à l'abîme... Cela doit prendre fin. Mais où doit porter en premier lieu notre intervention? Sur les matières de base! En aucun cas, nous ne pouvons laisser aller les choses. » Mais les protestations et les avertissements des hommes politique demeuraient sans effet. On ne tint pas davantage compte de l'intervention du sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'économie, Hirsch, ni de celles d'hommes pourtant aussi influents que v. Siemens et Rathenau. Chaque fois, le grand patronat parvint, par l'appât de nouvelles adaptations de salaires, à détourner les travailleurs des solutions qui s'imposaient. Comme le salaire réel baissait au fur et à mesure de l'accélération du renchérissement et de la dévalorisation de l'argent, les industriels pouvaient promettre et accorder sans crainte des adaptations de salaire dont ils savaient que les dépenses qu'elles occasionneraient seraient déjà plus que compensées le lendemain. Les représentants des ouvriers qui siégeaient dans les « commissions de socialisation » cédaient aux chants de sirène des industriels et consentaient à toutes les augmentations proposées. C'est en vain que Rathenau constata publiquement que

« la marge de bénéfice de la grande industrie est si considérable que le patronat lui-même commence à n'avoir plus la conscience très tranquille ». Ayant fait cette remarque à l'un des principaux magnats du charbon, ce dernier, loin de nier cette réalité, aurait répondu : « Croyez bien que cette affaire ne laisse de m'être désagréable. » Mais la plupart du temps, les industriels s'entendaient à sortir de leurs serviettes des documents bourrés de chiffres pour démontrer que de nouvelles augmentations étaient indispensables. A cela, le grand industriel v. Siemens rétorqua un jour qu'il s'était suffisamment occupé en praticien du calcul des prix de revient « pour savoir exactement qu'avec la meilleure volonté du monde et les intentions les plus honnêtes, il n'est pas possible de se faire une idée nette du prix de revient, et dans les conditions actuelles moins que jamais ». Mais donnons encore une fois la parole à Rathenau. « Ces messieurs se donnent une peine infinie; ils nous amènent leurs calculs sur des charriots, comme des expéditions en vrac. On doute de ceci, de cela, et les industriels amoncellent preuve sur preuve. Finalement, tout demeure obscur; nous sommes dans l'impossibilité de dominer la matière. En ce qui me concerne, c'est au-dessus de mes forces. » Le rythme de l'inflation et le chaos qu'elle déclenche, l'imbrication des facteurs de calcul sont tels que même les experts les plus capables perdent le fil d'Ariane. Les aventuriers ont alors beau jeu. Cet appât effreiné du gain mène l'économie et le régime politique à l'abîme. Le 31 décembre, le mark ne valait plus qu'un dixième de sa valeur-or, en décembre 1921 un vingt-cinquième, en août 1922 $\frac{1}{250}$, en décembre 1922 $\frac{1}{1700}$, le 20 novembre 1923, mille milliards de marks-papier couvraient à peine 1 mark-or!

Ces chiffres sont à peine croyables. Mais ils doivent servir de solennel avertissement non seulement aux belligérants, mais encore aux neutres. Aujourd'hui déjà, les dépenses de guerre sont nettement plus élevées que celles de toute la dernière guerre. Partout, l'endettement atteint des sommes astronomiques. Jusqu'à présent, seules la certitude de la victoire finale et des mesures draconiennes de contrôle des prix ont maintenu tant soit peu le pouvoir d'achat de la monnaie. Mais l'exemple de l'Allemagne, comme celui d'autres pays, est là pour rappeler les dangers qui menacent les Etats lorsque le corset de l'économie de guerre se relâchera, ou peut-être même sautera pour avoir été trop tendu. Si nous voulons éviter que le chaos de l'inflation ne s'abatte encore une fois sur les nations et les peuples à la fin de cette seconde guerre mondiale, il faut prendre à temps toutes les mesures préventives. L'inflation, parce qu'elle empêche toute répartition équitable du produit social, précipite irrémédiablement les pays sur lesquels elle s'abat dans le chaos politique et social. Dès aujourd'hui, la Suisse, épargnée par les destructions, devrait s'appliquer à donner le bon exemple et démontrer que, même dans un régime de pénurie, il doit être possible de maintenir des prix modérés, d'assurer une juste répar-

tition des biens de consommation entre toutes les couches de la population. Il n'est que de faire preuve de bonne volonté. Il appartient aux milieux aisés, en acceptant à temps les sacrifices financiers et les réformes fiscales indispensables, de créer les conditions de cet équilibre. C'est d'ailleurs un devoir national, et les mesures législatives à cet effet doivent être promulguées sans perdre de temps. La spéculation, l'appât du gain au détriment de la collectivité sont des vices contre lesquels personne n'est immunisé, des vices latents qui n'attendent que l'occasion pour proliférer avec la rapidité d'un cancer. En même temps que les écluses de l'inflation, avec toutes ses possibilités d'enrichissement au détriment de la substance économique, avec toutes ses conséquences politiques et sociales, avec la paupérisation des masses populaires, avec les tensions sociales et les haines de classe s'ouvrent aussi les écluses de la haine, des luttes fratricides et des destructions.

Mouvement ouvrier.

La Fédération suisse des typographes en 1941.

Le rapport de la Fédération suisse des typographes (E. S. T.) témoigne d'une intense activité, bien que cette dernière se soit en quelque sorte déroulée en marge de la vie publique. Après avoir commenté les tragiques événements mondiaux, la préface consacre quelques judicieuses remarques à la *situation de l'imprimerie*, qui ne s'est pas aggravée au cours de la troisième année de guerre. La consommation de papier pour l'impression de journaux est tombée d'un septième comparée à l'année 1938 et la diminution est encore plus forte pour les périodiques. Par contre, elle a augmenté dans l'industrie des emballages. L'importation de caractères d'imprimerie a rencontré de très grosses difficultés. Dans la fabrication des encres, on commence à sentir la raréfaction de l'huile de lin et de la résine, qui est contingentée. Les suies pour la fabrication du noir ne peuvent être obtenues qu'en quantités peu importantes et différents mélanges pour les colorants de tissus ne peuvent plus être obtenus. L'avilissement de la qualité est évident. «Si les papiers et les encres devaient être rationnés», lisons-nous encore dans la préface, «on en sentirait sans doute les répercussions défavorables sur le marché du travail».

«La fédération a poursuivi vaillamment son chemin au cours de l'exercice écoulé et, malgré l'insécurité des temps, s'est encore renforcée. Sa principale préoccupation fut naturellement la question des salaires. Malgré les deux augmentations des suppléments de vie chère, la compensation effective de la hausse du coût de la vie est encore insuffisante. La classe ouvrière doit réclamer des autorités qu'elles ne laissent pas se creuser davantage le fossé entre les prix et les salaires. Les sacrifices qu'impose la guerre à notre pays doivent être équitablement répartis si l'on veut assurer l'unité du pays, sans quoi la volonté de tenir s'affaiblira. La création d'un office fédéral des salaires, telle qu'elle a été revendiquée par les organisations syndicales, rendrait certainement service au pays.»